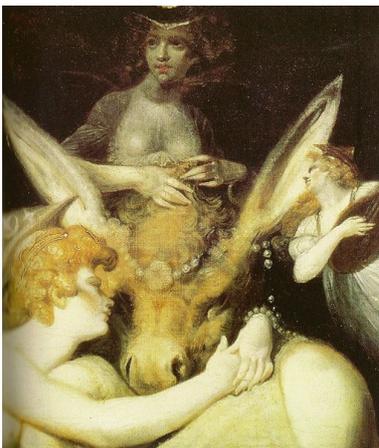


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?368-les-armes-ideologiques-et>



Les armes idéologiques et culturelles de la domination contemporaine

- Documents extérieurs - Idéologies, mythes et fausses subversions - Libéralisme, capitalisme, marché -



Date de mise en ligne : lundi 7 juin 2010

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Vous trouverez ci-dessous la onzième et dernière « Lettre de L'Antenne » parue en février 1989. Ce texte était intitulé « L'Antenne » et diffusé toujours aussi anonymement dans quelques librairies radicales parisiennes. Lors de la réédition en un seul volume, quelques mois plus tard, de ces onze « Lettres », cette dernière constituait comme une préface et un résumé aux dix lettres précédentes de ce collectif(?) anonyme, et comme une présentation des buts qu'il s'était fixés.

Castoriadis disait en 1987 au début d'un texte sur la techno-science (« Voie sans issue ? ») :

« Tout a déjà été dit. Tout est toujours à redire. Ce fait massif, à lui seul, pourrait conduire à désespérer. L'humanité semblerait sourde ; elle l'est pour l'essentiel. C'est de cela qu'il s'agit avant tout dans toute discussion portant sur les questions politiques fondamentales... »

C'est peut-être ce même constat qui a amené les rédacteurs de ce bulletin à cesser de faire partager leurs analyses sur l'état du monde et de la société après ce numéro ? C'est peut-être la conscience qu'ils avaient tout dit de ce qu'ils avaient à dire, et qu'ils commençaient un peu à se répéter à décrire toujours les mêmes inquiétantes mutations anthropologiques contemporaines ? Quoi qu'il en soit, celles-ci sont encore, sur bien des points, tout à fait valables aujourd'hui.

(Pour information complémentaire, voici un jugement de Guy Debord extrait des « Commentaires sur la société du spectacle », qui aurait eu, entre autres, pour cible les rédacteurs de « L'Antenne » : « ...On s'est mis aussi en situation de faire composer des fragments d'une critique sociale d'élevage, qui ne sera plus confiée à des universitaires ou des médiatiques, qu'il vaut mieux désormais tenir éloignés des menteries trop traditionnelles en ce débat ; mais critique meilleure, lancée et exploitée d'une façon nouvelle, maniée par une autre espèce de professionnels, mieux formés. Il commence à paraître, d'une manière assez confidentielle, des textes lucides, anonymes ou signés par des inconnus - tactique d'ailleurs facilitée par la concentration des connaissances de tous sur les bouffons du spectacle ; laquelle a fait que les gens inconnus paraissent justement les plus estimables -, non seulement sur des sujets qui ne sont jamais abordés dans le spectacle, mais encore avec des arguments dont la justesse est rendue plus frappante par l'espèce d'originalité, calculable, qui leur vient du fait de n'être en somme jamais employés, quoiqu'ils soient assez évidents. Cette pratique peut servir au moins de premier degré d'initiation pour recruter des esprits un peu éveillés, à qui l'on dira plus tard, s'ils semblent convenables, une plus grande dose de la suite possible. Et ce qui sera, pour certains, le premier pas d'une carrière, sera pour d'autres - moins bien classés - le premier degré du piège dans lequel on les prendra. Dans certains cas, il s'agit de créer, sur des questions qui risqueraient de devenir brûlantes, une autre pseudo-opinion critique ; et entre les deux opinions qui surgiraient ainsi, l'une et l'autre étrangères aux miséreuses conventions spectaculaires, le jugement ingénu pourra indéfiniment osciller, et la discussion pour les peser sera relancée chaque fois qu'il conviendra. Plus souvent, il s'agit d'un discours général sur ce qui est médiatiquement caché, et ce discours pourra être fort critique, et sur quelques points manifestement intelligent, mais en restant curieusement décentré. Les thèmes et les mots ont été sélectionnés facticement, à l'aide d'ordinateurs informés en pensée critique. Il y a dans ces textes quelques absences, assez peu visibles, mais tout de même remarquables : le point de fuite de la perspective y est toujours anormalement absent. Ils ressemblent au fac simile d'une arme célèbre, où manque seulement le percuteur. C'est nécessairement une critique latérale, qui voit plusieurs choses avec beaucoup de franchise et de justesse, mais en se plaçant de côté. Ceci non parce qu'elle affecterait une

quelconque impartialité, car il lui faut au contraire avoir l'air de blâmer beaucoup, mais sans jamais sembler ressentir le besoin de laisser paraître quelle est sa cause ; donc de dire, même implicitement, d'où elle vient et vers quoi elle voudrait aller. Â»)

Depuis 1968, le seul anticonformisme d'origine spécifiquement bourgeoise qui ait fait des ravages effectifs, que tout le monde constate sans jamais remonter à leur source, est l'usage des drogues. Usage exalté, on ne le rappellera jamais assez, au nom de la « libération » de classes non opprimées mais avides, et pressées d'abandonner la défroque de la parcimonie et de l'austérité pour les habits neufs de la facilité et de la consommation en abondance. Personne d'ailleurs ne leur refusait ce droit ; la machine à distribuer avait simplement pris un temps de retard, mais ce décalage permit aux classes moyennes de se livrer de manière théâtralement révolutionnaire à la substitution d'une idéologie à une autre, mieux adaptée aux nouveaux rythmes économiques.

Il est vrai qu'il y a vingt ans, le mélange d'enthousiasme pour les nouvelles technologies et d'horreur de la discipline, d'amour de la pub et d'amour de la « vie », d'anti-syndicalisme et d'engouement pour le dialogue et les sciences de l'homme - ce mélange qui constituait la nouvelle idéologie - avait encore valeur anticipatrice. Ses chantres allaient au-devant de ce qui allait advenir, et pour cette raison avait encore quelques combats à livrer. « Mais la lutte est terminée, et le bourgeois s'est aperçu qu'il ne reste que lui au monde, qu'il n'y a rien de mieux que lui, qu'il est l'idéal, et que ce qui lui revient désormais... (c'est) simplement, en toute tranquillité et majesté, de poser devant le monde entier en modèle de la beauté suprême et de toutes les perfections humaines imaginables. » Le bourgeois est redevenu propre, après s'être un peu sali lors des dernières batailles livrées sur le front de la modernité : il est officiel aux Etats-Unis que la drogue « n'est plus à la mode parmi ceux-là mêmes qui l'ont mise à la mode » alors que, par une étrange coïncidence, fait son apparition sur le marché un produit industriel de substitution à la portée de tous, le crack, qui intoxique et qui tue à un rythme très accéléré dans les quartiers pauvres. Le bourgeois n'est plus menacé : même ses ennemis naturels, les prolétaires, ne sont pas loin de croire que l'idéal qu'il incarne justifie de leur part le renoncement à tout projet propre. Mieux encore : le bourgeois a littéralement disparu, il n'existe plus, il est l'Homme en personne, et le terme même n'est plus employé que par quelques dinosaures que le ridicule finira par tuer.

La toilette funèbre de l'Histoire qui mobilise pour les célébrations de 1989 le corps social tout entier, jusques et y compris les enfants des écoles maternelles a entre autres fonctions, celle de donner au bourgeois universel l'arbre généalogique respectable sans lequel ses vertus actuelles brilleraient d'un moins bel éclat. Il est vrai que chaque époque tend à déformer et à tourner à son profit l'histoire du passé : La IIIe République le faisait déjà avec la Révolution française. Mais il est rare que ce détournement ne soit pas pris dans une dynamique orientée vers l'avenir : l'histoire est alors manipulée, mais pour faire encore de l'Histoire. Ici et maintenant, c'est de tout autre chose que d'histoire qu'il s'agit. Pour que le bourgeois puisse se maintenir dans la pose de l'idéal sans qu'on lui rie au nez ; pour que rien de nouveau, hors des techniques et des produits, ne vienne menacer la fixité dont il rêve pour son monde, il faut non seulement que l'Histoire soit autant que possible empêchée après lui, mais même qu'elle ne soit pas advenue avant lui.

On l'a bien vu lorsque les professionnels des disciplines historiques ont, eux aussi, embouché les trompettes de la morale pour poser une question au plus haut point incongrue dans leur bouche, question immédiatement répercutée par les journalistes en direction du « public » interpellé par sondages : « Fallait-il condamner Louis XVI ? » Le ton, grave et sévère, commandait une réponse négative qui fut acquise et proclamée avec la majesté qui convenait lors d'un procès en costumes organisé par la télévision. Ainsi se trouvait consacrée la modernisation de la Révolution française. Car il n'est plus de mode désormais, il est même carrément archaïque, de poser des questions historiques, et toute contravention est promise à une sournoise répression. Plus de question donc sur la signification historique des choix accomplis dans le passé, ni même sur leur portée politique du moment. Seuls sont recevables les examens de conscience pathétiques du bourgeois face à lui-même - en l'espèce face à la version américano-européenne des « Droits de l'homme », en permanence remise à jour et adaptée aux circonstances par

les préposés entretenus à cet effet.

Les moyens, on le voit, sont puissants, mais c'est que le danger est grand. Si par exemple on s'avisait d'inciter les petits Français des écoles à se demander pourquoi les hommes qui ont voté la mort du roi, et qui n'étaient pas des brutes assoiffées de sang, l'ont votée, on n'ose imaginer quelles questions embarrassantes à l'extrême, ils pourraient ensuite former sur le même modèle à propos du présent. Ce serait tout l'effort de dépolitisation moralisatrice de la jeunesse qui serait ainsi contrecarré, alors qu'il est si bien secondé par l'appel aux bons sentiments qu'on ne peut manquer d'avoir pour une aussi brave personne que Louis XVI. Bénéfice supplémentaire de l'opération : l'illusion qu'elle entretient que tout un chacun peut et doit regretter le sang versé dans l'histoire, et s'en laver personnellement, comme il se lave de ses petits péchés quotidiens. Car cette illusion contribue elle aussi à l'aplatissement de tout sur tout, dans un monde unidimensionnel constitué en agrégats d'individus pourvus, ou dépourvus, de la conscience morale officiellement recommandée, et dans lequel la réalité des luttes sociales et des convulsions historiques ne doit même plus s'apercevoir. Pendant de l'histoire passée mise à plat, camouflée en recueil de cas de conscience, l'histoire en cours se trouve rejetée aux marges du monde sous forme de guerre, trêves, massacres, retours à l'ordre, coups d'Etat, toujours bien contrôlés d'ici, quand ils n'y sont pas délibérément programmés - pour être ensuite présentés sous les espèces rassurantes d'une agitation lointaine, toujours la même et toujours déplorable, mais bien endiguée, et dont les vagues ne nous atteignent qu'en images de morts exotiques à l'heure du dîner. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles depuis que les démocraties se sont posées en forme achevée de l'Histoire et ont prouvé leur capacité à tout digérer à leur profit.

A la différence de celui d'un passé encore récent, le conformisme actuel est arrivé à un âge d'or où il peut s'offrir le luxe de s'ignorer complètement lui-même. Ceux qui le propagent et ceux qui le reprennent en écho n'ont apparemment plus la moindre conscience d'être manipulateurs ou manipulés. Leur adhésion à ce qu'ils croient est si forte, si immédiate, qu'elle les a mis hors d'état de savoir qu'ils croient quelque chose. Le langage mis au point à leur usage par les spécialistes de la communication et autres connaisseurs de l'homme est devenu pour eux le langage dans lequel tout ce qui se dit ne peut être que vrai, aussi vide qu'ils le trouvent au plus secret de leur for intérieur, lorsqu'ils en ont encore un. Le consensus occupe dans ce langage la place de l'ancien conformisme, mais auréolé d'une gloire toute moderne, et littéralement irrésistible, devant laquelle s'inclinent jusqu'aux survivants des luttes anciennes, syndicales ou politiques. Car il leur reste, à eux, encore assez de bon sens pour se rendre compte qu'ils ne comprennent littéralement rien à ce qu'on leur dit et qu'on essaie de leur faire dire ; mais ils confessent volontiers, avec honte et consternation, que c'est leur vocabulaire qui n'est plus « adapté », et que pour eux l'heure de la « reconversion » a sonné trop tard.

Que le conformisme soit devenu sans limites en devenant aveugle et invisible, cela tient sans doute en grande partie au fait que le règne actuel du bourgeois est marqué par l'abandon officiel de toute morale qui lui soit propre. On y chercherait en vain la trace d'une valeur résolument bourgeoise, opposée à d'autres, attaquée par d'autres, menacée et par conséquent agressive. Le bourgeois d'aujourd'hui a fait siennes toutes les valeurs sans exception, et il les a emmagasinées dans ce gigantesque bric-à-brac qu'il appelle « Droits de l'homme ». Il aime le désordre autant que l'ordre, l'avenir et les avant-gardes l'enthousiasment autant que le passé et ses vestiges. Il n'a plus d'autres ennemis que les ennemis du genre humain ; les jeunes générations n'ont jamais à ce point trouvé grâce à ses yeux, y compris dans leurs manifestations les plus échevelées ; les meurt-de-faim du monde entier, en qui jadis il stigmatisait sans vergogne des ennemis à abattre, sont devenus chers à son cœur ; il se préoccupe de leur misère : famines, chômage et autres calamités naturelles, en réprouvant seulement les excès auxquels cette misère les conduit : grèves et autres attentats qui ne sont jamais pour lui, en fin de compte, que des atteintes plus ou moins graves aux Droits de l'homme.

N'ayant plus rien à conquérir pour lui-même, sûr comme il ne l'a jamais été que tout lui est permis, le bourgeois pourrait se reposer, comme en leur temps le firent les aristocrates - mais on sait quel malheur leur en prit. D'ailleurs, le bourgeois n'a jamais vraiment perdu sa vertu principale, la prudence, même si les apparences de gaspillage sans frein de son règne actuel peuvent faire croire le contraire. Il l'a simplement reportée ailleurs : dans la prévention du

mal. Une bonne partie de ses efforts tend à faire avorter autant que possible les monstres que sa glotonnerie myope risque toujours d'engendrer. La prévention - de la maladie, du crime, de l'agitation sociale, de la guerre - est la façade noble derrière laquelle il se livre à ses trafics, et dont il espère aussi qu'elle le protège tant bien que mal. Mais dans beaucoup de domaines, il n'arrive à prévenir qu'au jour le jour, et en hypothéquant toujours plus lourdement l'avenir : pour échapper à la faillite économique, il n'a encore rien trouvé de mieux que d'aller toujours plus loin et dans le même sens, celui du délire financier ; pour sauver son règne ici et maintenant, il envisage avec un flegme parfait la mort de la planète ; pour régler ses comptes avec ses voisins sans endommager son territoire, il fournit les pays pauvres du globe en armes et en occasions de s'entre-tuer, quitte à sévir si l'un de ces pauvres - un fou, naturellement - fait mine de vouloir retourner ces armes contre lui.

Tout cela, en dépit de son aliénation à la satisfaction des ses appétits érigés en idéal, il n'est pas sans le savoir. Mais ce qui lui importe, c'est que ça dure le plus longtemps possible, et après lui le déluge. Pour que ça dure, il faut d'abord et avant tout que ça ne se sache pas. Et pour que ça ne se sache pas, le bourgeois a eu ce trait de génie qui élève son règne à la hauteur d'une civilisation : il a inventé le grand, l'irremplaçable cache-misère de la Culture.

« Un jour radieux viendra où les savants seront propriétaires et les propriétaires savants. Alors votre puissance sera complète et nul ne protestera plus contre elle. » Cette prophétie adressée aux bourgeois à la fin du siècle dernier est désormais chose accomplie. Il n'aura pas fallu moins de temps pour réaliser les aménagements et investissements nécessaires, et d'abord la création d'une race nouvelle de spécialistes du bien et du beau en général, et de leur propagation dans les masses, spécialistes qu'il a fallu doter de tous les moyens techniques requis par une action d'une telle ampleur.

L'oeuvre commune qui s'édifie sous nos yeux est, dans son principe, une entreprise d'homogénéisation et de neutralisation de toutes les activités humaines au bénéfice réel exclusif de l'accroissement de la quantité des biens consommables. C'est cette entreprise dont les instances omniprésentes et omnipotentes de la Culture-et-Communication assurent la couverture idéologique. Depuis une vingtaine d'années elles mènent avec des moyens d'une puissance qui commence à devenir vertigineuse et qui rend ses détenteurs littéralement fous, comme on a toujours dit que le devenaient les tyrans, un seul et même combat : propager, renforcer, défendre le dogme selon lequel rien n'est en aucune manière, dans aucun sens du terme et dans aucun domaine, supérieur à rien - sauf en coût, en prix, ou en quantité en général.

Ce n'est qu'avec le recul du temps qu'il devient possible de voir, dans les aspirations anti-hiérarchiques hétéroclites et confuses de mai 68, la préfiguration du raz de marée idéologique qui est en passe de se répandre partout dans le monde. Dans l'esprit de la plupart des acteurs de l'époque, il ne s'agissait que de casser certaines formes figées de la vie sociale et de secouer des immobilismes de structures ou de moeurs ; pour un très petit nombre seulement, les fondements économiques mêmes de l'organisation sociale devaient être bouleversés. Mais ce qui frappa tout le monde à la fin, et qui revient comme une obsession dans les propos de ceux qui ont vécu cette époque, c'est que ce qui fut sur le moment ressenti comme une secousse pouvant préluder à des innovations imprévisibles, inouïes, finit par laisser tout en place. On vit alors avec stupeur qu'on avait fait beaucoup de bruit, qui n'était pas quand même que du bruit, pour très peu de chose, qui n'était pas quand même pas rien, mais dont on n'aurait jamais pensé qu'il faudrait une révolution pour l'établir : drug-stores à la place des librairies, fringues à la place des vieux habits, villes nouvelles sur l'emplacement des bidonvilles, et leaders de la Révolution dans les cabinets ministériels.

Or il n'est peut-être pas absurde de penser qu'il y a, dans cette intuition confuse mais forte de « tout » et de « rien » qui accompagne régulièrement les évocations de mai 68 l'une au moins des significations de ce mouvement, à savoir son lien souterrain avec la mise en place non seulement d'une nouvelle idéologie en France, mais avec l'adaptation idéologique de la société française à un nouvel ordre du monde : il ne faut pas oublier que les « agitations » de l'année 1968 commencèrent aux Etats-Unis avant de gagner l'Europe et que, si en Italie elles se prolongèrent sous des formes exceptionnellement fortes, ce ne fut peut-être qu'à la faveur d'un « archaïsme » plus marqué de la société italienne. Des groupes importants de cette société, ouvriers communistes et non communistes

et militants catholiques en particulier, commirent initialement l'erreur rétrograde par excellence de croire très sérieusement à la possibilité de véritables bouleversements économiques et sociaux.

En France le mouvement de mai 68 se contenta généralement de s'attaquer à des hiérarchies souvent déjà bien vermoulues, quand elles n'étaient pas complètement imaginaires, et les limites franchies ne furent la plupart du temps que celles du grotesque : c'est ainsi que l'on vit des intellectuels de grand renom frémir d'indignation révolutionnaire devant des grammaires qui osaient cette chose inouïe de représenter la structure des phrases par des schémas orientés du haut vers le bas ; de là à penser que les auteurs n'aspiraient qu'à la dictature totalitaire, il n'y avait naturellement qu'un pas. Ce qui se trouvait ainsi mis en place à l'insu des acteurs de l'histoire, c'étaient les premiers motifs de la thématique libératrice destinée à devenir l'alibi du principe d'aplatissement généralisé en lequel se concentre l'esprit des démocraties modernes. En vertu de ce principe, l'Egalité n'est plus conçue comme l'égalité en droit des hommes en tant qu'hommes, mais comme l'interchangeabilité de (presque) n'importe quelle activité humaine avec (presque) n'importe quelle autre, le modèle ici n'étant même plus la marchandise, mais la monnaie. Ce que l'esprit des démocraties modernes ainsi défini a de particulièrement pervers c'est que, sur la base d'une pure identité de mots, entre « égalité » et « égalité », il peut se prévaloir d'une continuité avec les valeurs d'une tradition « de gauche », tout en étant parfaitement adéquat aux exigences les plus cyniques du développement des sociétés industrielles avancées.

Le processus d'écrasement de toutes les différences non quantitatives est à l'oeuvre partout, et ses agents sont si nombreux qu'il n'a de centre nulle part, ce qui le rend particulièrement difficile à décrire. Tout part des media et tout y revient, naturellement, mais tout se passe comme si les équivalences que les media proclament étaient toujours à l'avance acceptées et même préparées par le corps social dans son ensemble. Et la preuve qu'il s'agit bien d'une mutation en profondeur, et qui menace de réussir, c'est qu'elle touche à tout. Un balayeur muni d'une machine à balayer et se trouvant du même coup converti en ouvrier qualifié bénéficie ainsi d'une promotion verbale qui n'est que l'envers de la dévalorisation réelle du travail qualifié. Les chômeurs hissés au statut de demandeurs d'emploi ne pourront plus, du moins on l'espère, ne pas jouer selon les règles leur partie dans un jeu où les ci-devant patrons, ayant jeté leurs privilèges aux orties, sont devenus leurs partenaires, et L'Etat leur nourrice, ou du moins la nourrice de tous ceux qui se penchent sur leur sort, et qui seront bientôt aussi nombreux qu'eux-mêmes. Une année étant strictement égale à une année, Bac + 2 = Bac + 2, et tout titulaire de la même quantité d'années de présence dans des locaux d'un certain type a bien le droit de prétendre à la même chose que tout autre, hors naturellement des domaines sérieux de la finance et des techniques. Les enfants étant égaux aux adultes ont bien le droit d'être interpellés comme eux par la pub. Les femmes étant égales aux hommes, on ne voit pas pourquoi les hommes bénéficieraient seuls du privilège de ne pas enfanter. Les paralytiques - qu'il faut être raciste pour appeler ainsi car ce sont des personnes comme les autres - ont leurs jeux olympiques, comme tout le monde ; et d'ailleurs la gymnastique est une discipline comme les autres.

Le centre de la machine à broyer les différences est contrôlé par la Culture-et-Communication laquelle est, de par sa vocation à l'exhibition, le modèle parfait des aspirations consensuelles. Elle offre d'abord le meilleur instrument possible d'abolition de toute perspective historique. Car, et cela commence à se savoir, plus on montre les choses du passé, plus on met ce qu'on appelle encore l'histoire en images, et plus on contribue à détruire la conscience des mouvements ruptures et continuités réels. La « mémoire » que l'on prétend ainsi entretenir comme un feu sacré n'est en réalité qu'une collection d'images aussi dépourvues de lien avec l'expérience actuelle des gens que celles d'un tremblement de terre contemporain en Chine. Le musée est le lieu idéal de cette opération de compression du temps. Mais il est également le lieu par excellence de la transmutation des valeurs, ne serait-ce que parce que c'est la présence d'une chose dans le musée, comme sur le plateau de la télé, qui lui donne sa valeur, et non l'inverse. Or le musée avale tout, comme la télé encore, et la magie de l'un et l'autre consiste à faire coexister dans le même monde des statues grecques et les cafetières de nos grands-mères, des clips publicitaires et des fragments d'outils préhistoriques. Puisque par surcroît tout cela est censé être beau, ou plus exactement bon à voir, puisque le terme « beau » est dépassé, et qu'il n'y a plus qu'à voir pour savoir, on comprend que les musées, mais aussi les pays-musées et le musée du pauvre qu'est la télé drainent les mêmes foules, habitées par la même hantise de ne pas avoir vu (Cézanne, la Thaïlande, Madonna, ou à défaut le présentateur de télé qui vous apporte le tout à

domicile).

Le premier intérêt de l'organisation et de la manipulation de la culture de masse par les pouvoirs économiques et politiques est évidemment la création d'égalités parfaitement illusoires et la négation de toute possibilité de faire référence à des valeurs qui ne seraient pas celles du rendement. Ce dont les sociétés industrielles ont besoin pour continuer à s'accroître en inondant le monde de leurs produits et en immobilisant l'histoire, c'est qu'il n'y ait plus qu'un seul monde, que les mondes pluriels et variés des classes sociales, des métiers, des âges de la vie et des cultures humaines fusionnent dans un seul magma indifférencié de producteurs-consommateurs.

Cette aspiration massive à l'abrasement des différences et à la disparition des compétences correspondantes, le rétrécissement continu des domaines dans lesquels il vaut encore la peine, ou même il est encore permis, de savoir quelque chose, tout cela peut être pensé, dans une perspective optimiste mais sans doute illusoire, comme un mouvement passager qui irait contre les intérêts mêmes de ceux à qui il profite pour le moment.

Mais on voit assez mal, par exemple en quoi le raffinement, l'inventivité technique, l'apprentissage patient de savoir-faire spécialisés, qui dominaient encore dans le monde du travail même après la première révolution industrielle, redeviendraient nécessaires dans un monde où, pour l'immense majorité, l'unique geste requis pour satisfaire n'importe quel besoin sera bientôt d'appuyer sur un bouton. Même là où des compétences techniques sont plus que jamais requises, c'est-à-dire dans tous les secteurs industriels de très haute technicité, elles sont le fait d'un nombre toujours plus restreint d'ouvriers et de techniciens. Et encore le discours qu'on tient sur leur travail, et la manière dont il est rétribué, tendent-ils à le confondre systématiquement dans la masse des activités moyennes, vagues et vides, de gestion. Le seul domaine où il semble qu'un malaise tende à se faire sentir est celui de la recherche en mathématiques, mais il semble que pour le moment on ait décidé de faire confiance à la nature pour qu'elle continue à produire, en dépit de l'enseignement, des individus de l'espèce « puer mathematicus » en nombre suffisant.

Quant au management, à la gestion, au contrôle des services financiers, qui sont en passe de devenir des activités dominantes dans la vie économique, il est plus que douteux qu'elles requièrent la formation de l'esprit liée à l'enseignement de la philosophie et autres disciplines dites littéraires. Le type de spéculation que ces disciplines proposent ne présente aucune continuité réelle avec les exigences intellectuelles d'une activité de décideur économique, et les comportements qu'elles induisent chez ceux qui s'y livrent un tant soit peu sérieusement y sont franchement contraires. En reléguant les disciplines littéraires parmi les vieilleries, ou en les réduisant en bouillie journalistique accessible à tous, même aux élèves des grandes écoles de commerce, ce n'est certainement pas à la machine à produire, ni aux bénéfices en tout genre qu'elle dispense, que l'on risque de faire le moindre tort : l'idée qu'il y aurait là une « contradiction interne du système » ne résiste pas à l'examen.

En revanche c'est l'espèce humaine comme telle, déjà menacée dans sa survie biologique par tout ce que l'on sait, qui se trouve ainsi bien engagée dans la voie d'une véritable dénaturation, ne serait-ce que parce qu'il y a fort à parier que, le jour où les hommes ne sauront plus rien faire de leurs mains, rien ne pourra empêcher leur faculté de penser de s'atrophier aussi, ce à quoi la Culture-et-Communication s'emploie d'ores et déjà activement de son côté. Mais d'aussi sombres prophéties n'ont pas de quoi inquiéter tant que les Droits de l'homme et la Bourse se portent bien, et qu'en tout cas les spécialistes de la moralité des peuples et de la santé des économies sont vigilants, et travaillent en parfait accord. Car nous n'avons pas aboli la Morale, bien au contraire, mais ses fondements ont été revus de manière à ne plus contenir que quelques principes, ou plutôt quelques mots susceptibles de caractériser globalement des Etats : les bons ne sont plus, sur leur propre territoire, ni racistes ni terroristes, ils ne torturent ni ne massacrent, ils sont même si bons qu'ils n'ont plus d'opinions réfractaires à museler. Comme la carte de ces Etats coïncide justement avec celle des régions du monde les plus développées, la conclusion s'impose : devenez économiquement semblables à nous (et nous sommes prêts à vous faire croire que c'est possible par des prêts qui nous reviendront au centuple, par des ventes de produits, d'armes, de spécialistes en tout genre, y compris en torture, là où ce triste moyen est encore nécessaire), et vous vous élèverez moralement à notre niveau. Quant aux

quelques misérables que ce « nous » contient encore en son sein, il doit leur suffire d'être les membres, encore bien éloignés des centres vitaux, mais membres quand même, d'un corps resplendissant de santé. Ainsi peuvent-ils espérer que, de l'énormité des richesses qui s'accumulent dans ce qu'on leur dit qui est leur monde, quelque chose finira par arriver jusqu'à eux, par les canaux qu'un pouvoir bienveillant ne cesse de creuser à cet effet.

Seulement, même dans ce monde où il n'y a plus de valeur que chiffrable, et où les chiffres quotidiennement offerts à la contemplation ébahie des foules sont si vertigineux qu'ils en perdent toute signification, il reste des chiffres qui veulent dire quelque chose, et qui ne mesurent pas des quantités imaginaires d'entités mystérieuses, mais des moyens de vivre au jour le jour : salaires de famine et autres misères têtues qui ont de temps à autre l'impudence d'essayer de se faire voir, sans vergogne et sans considération des grands équilibres économiques.

Au vu de la violence que suscitent ces irruptions éphémères d'une conscience combative des inégalités sociales, on a de bonnes raisons de penser que ce qu'elles menacent, c'est l'Ordre Moral moderne lui-même. En vertu de cet ordre il existe en effet, pour soigner et prévenir les maladies du corps social, des spécialistes auxquels les malades doivent se confier les yeux fermés, s'ils ont le moindre sens de leur devoir, et même de leur intérêt bien compris. Comment en effet pourraient-ils mesurer le danger que représente le moindre soulagement à leur misère sous forme d'augmentation de salaire, quand ils n'ont aucune idée de ce que signifient les variations des taux d'intérêts et autres fluctuations d'équilibres lointains et fragiles ? Ce n'est pas pourtant qu'on n'essaie pas de les éclairer : les journalistes, pour qui ces choses n'ont pas de secrets, les en informent au jour le jour dans le langage le plus simple qui soit, celui des faits et des chiffres. Mais il faut croire qu'une partie au moins d'entre eux est ou bien moralement irresponsable ou bien intellectuellement débile, puisque toute cette éducation semble ne leur servir à rien.

La plupart du temps, heureusement, les infractions à la docilité restent inaperçues. Les circuits de communication, qui bourdonnent au moindre bruit de grève à Gdansk deviennent sourds et muets dès qu'il s'agit d'Amiens ou de Longwy. Mais il arrive qu'elles se produisent dans des secteurs où elles sont impossibles à dissimuler. Dans les services publics, par exemple, les travailleurs rétifs disposent indubitablement d'une arme de publicité qui peut paraître enviable aux ouvriers d'une aciérie ou d'une centrale électrique de province. Mais cette arme est à double tranchant, car elle suscite immédiatement une contre-mobilisation médiatique écrasante. Tout alors devient bon pour faire apparaître le « droit » de travailler à la R.A.T.P. pour 6000 F par mois comme un inadmissible privilège par rapport aux ouvriers des entreprises privées et des chômeurs, mais surtout comme une arme que le moindre sens moral devrait interdire d'utiliser contre la catégorie sociale la plus démunie : celle des usagers. Ces derniers, comme on peut aisément s'en convaincre en période de grève dans les transports parisiens, appartiennent en fait à deux catégories bien distinctes. Dans leur immense majorité, ce sont eux aussi des travailleurs condamnés à vie aux trajets épuisants entre deux lieux lugubres, et qui plus est très éloignés l'un de l'autre : leur lieu de travail et leur lieu de résidence. En temps normal, on ne voit pas que leurs conditions de vie constituent un sujet de scandale public. Ceux-là que l'on essaie par tous les moyens de fanatiser, restent dans l'ensemble assez calme, et pour cause : ils ont l'habitude. Quant aux autres, cadres et commerçants, habitants des centres historiques et des banlieues résidentielles, leur hargne est encouragée, répercutée, amplifiée, et on les voit sur tous les écrans tenir avec une dignité offensée le crachoir de la récrimination consensuelle, au nom de tous les républicains lésés dans leur droit-au-transport.

Avec le droit au transport et autre semblables, on entre dans un domaine où le conformisme prend des formes tout à la fois délirantes et d'une efficacité répressive imparable. La notion même de « droits du citoyen » a déjà été vidée d'une bonne partie de sa substance depuis qu'on a mis en place, sous couvert de restaurer l'autonomie de groupes ethno-géographico-culturels plus ou moins moribonds, les conditions d'un fonctionnement libéral-clientélaire du marché du travail. Mais on est en train de faire mieux encore, depuis que la simple existence, à l'horizon des choses atteignables, d'un bien ou d'une commodité quelconque fait surgir automatiquement un « droit » correspondant : droit d'entreprendre, droit de consommer, droit de voyager, droit de savoir ; droit à la caravane et à l'usufruit du patrimoine, droit à la grève et à la manif, pour les pharmaciens comme pour les infirmières. En faisant de tout et de n'importe quoi l'objet d'un droit, on a trouvé le moyen de rendre illégitimes, et mêmes illégales, toutes les tentatives

venues d'en bas pour imposer des changements sociaux : l'usage, même le moins violent, de la force liée à la maîtrise des outils de travail dans les conflits sociaux, est désormais criminalisée et relève du droit commun. Rien d'étonnant à cela, puisque toute revendication un tant soit peu organisée heurte immédiatement une infinité de « droits » dont les détenteurs n'appartiennent pas nommément à une classe sociale déterminée (concept d'ailleurs tombé en désuétude), mais constituent le corps social tout entier ; chaque membre de celui-ci est alors invité à défendre ses droits, lesquels sont si nombreux qu'il s'en trouve toujours au moins un menacé, directement ou indirectement, par l'agitation sociale en cours.

Le pire, dans ce processus, est sans doute qu'il a atteint également de l'intérieur la classe sociale même contre laquelle il est si bien utilisé de l'extérieur. Un des symptômes les plus inquiétants du triomphe remporté grâce à l'idéologie des droits sur les victimes réelles de la modernité technico-économique, c'est qu'il n'a plus moyen de distinguer entre opprimés et oppresseurs : là où tout le monde a des droits menacés à défendre, il n'y a plus que des opprimés virtuels, fondés à faire ce qu'on appelle encore la « grève » pour tout et pour n'importe quoi, n'importe comment et n'importe quand, et il n'est pas jusqu'aux patrons qui ne commencent eux aussi à parler de descendre dans la rue.

Or il faut bien reconnaître que les responsables de cette situation absurde ne sont pas tous du côté des pouvoirs établis. En empruntant aux mouvements ouvriers leurs armes, la petite bourgeoisie massivement présente dans tous les secteurs non directement productifs a, en tant que classe, contribué à dénaturer ces armes et à les rendre non seulement inefficaces mais manipulables par tous les pouvoirs. Par nature et par vocation timorée et hostile aux changements radicaux, cette classe a toujours été incapable d'une stratégie présentant un minimum d'ampleur et de clarté. Si on prend l'exemple des conflits dans la fonction publique, on reste confondu devant l'étroitesse des tactiques de grignotement qui n'ont jamais visé à rien d'autre qu'à des ascensions misérables le long d'interminables grilles hiérarchiques, et au patient amassement d'un point de d'indice par-ci et d'une prime de transport par-là - tout cela dans l'indifférence quasi générale à la démolition systématique du service public par les pouvoirs politiques successifs, pourvu qu'on ne touche pas aux avantages acquis. Les syndicats de l'Education nationale n'ont, de toute leur existence, jamais réussi à rien imaginer d'autre que la « grève » symbolique des cours, et encore ce moyen bâtard, qui ne peut créer que de faux rapports de force, n'a même jamais servi à résister, ni à la destruction des compétences des maîtres, ni à l'entreprise de décervellation connue sous le nom d'éducation de masse, bien au contraire. Certains d'entre eux, inusables dans l'obstination, se rapprochent chaque jour un peu plus de leur idéal : la collation à l'ancienneté, au mérite, au nombre d'enfants, de titres à enseigner ce qu'on n'a jamais appris, moyennant quoi tous les enfants de France seront bacheliers, puisque nous sommes en démocratie.

En subissant, au sein de ces grandes masses de manoeuvre, la contagion des vertus petites bourgeoises, l'ancien esprit de résistance des luttes ouvrières s'est dégradé, pour le plus grand bien de « la Société », en habitude de récrimination pour tout et pour rien, mais surtout pour des riens. Car c'est le sort inévitable de toute revendication d'une certaine ampleur, de revenir aux ouvriers sous la forme de miettes arrachées par les syndicats au patronat, lequel concède toujours prudemment le petit quelque chose sans lequel les délégués ne pourraient même pas se représenter devant la base qui les a mandatés. Même les syndicats ouvriers tendent donc à adopter le grignotage comme seule forme d'action possible. Leur repli progressif sur une ligne de revendications de plus en plus morcelées, localisées, consensualistes, ne pouvaient d'ailleurs plus être évité dès lors qu'ils s'étaient laissés enfermer dans le jeu du partenariat social, et que les partis politiques auxquels ils ont toujours été liés n'aspiraient plus eux-mêmes (quoiqu'avec plus ou moins de succès) qu'à la gestion des inégalités.

Lors des dernières grèves dans les transports parisiens on a répandu dans le public l'idée que les ouvriers en grève pouvaient être assez stupides pour mettre en jeu leur maigre salaire et résister vaillamment que vaillent aux énormes pressions morales et matérielles qu'on exerçait sur eux dans l'unique espoir de voir X, communiste, souffler à Y, socialiste, une mairie convoitée. Mais il y avait derrière cette version des choses ceci de vrai que les grévistes étaient, à leur corps défendant, l'objet d'une instrumentalisation politique à courte vue, et que la C.G.T. a bien, au gré des circonstances pré-électorales, encouragé, freiné, tenté de relancer, ce qu'elle n'avait en aucune manière

déclenché. Or ces procédés, qui pouvaient être admissibles à une époque où les communistes étaient de véritables opposants et où on avait au moins des raisons d'espérer que toute victoire électorale qu'ils remportaient contribuait à accroître la force du mouvement syndical dans son ensemble - ces procédés sont devenus insupportables à la grande majorité des ouvriers eux-mêmes, depuis qu'ils ont pris conscience que leurs défenseurs institutionnels veulent surtout leur part du pouvoir.

D'un autre côté les mouvements sociaux, lorsqu'ils sont réduits aux seules ressources de la spontanéité, tendent à être plus vulnérables que jamais, et en particulier plus perméables à l'idéologie. Les « collectifs », il est vrai, font si peur à leur naissance qu'on voit alors les patrons et les journalistes appeler les syndicats au secours, quitte à dénoncer le lendemain les menaces qu'ils font peser sur la démocratie. Mais il est très significatif que cette peur laisse place, à d'autres moments, à des flatteries aussi inattendues que suspectes. C'est que l'apolitisme même des collectifs, aussi fondé qu'il soit par ailleurs, finit souvent par se retourner contre eux en les rendant incapables de voir l'usage politique qu'on en fait. N'ayant aucun organe propre d'expression, ils finissent d'ailleurs généralement par accepter d'en passer par les médias et alors, s'ils ne tombent pas dans le piège du consensus, ce qui leur arrive quand même assez souvent, on les réduit au silence. Faute de toute autre perspective, accablés par la démonstration quotidienne de leur incompétence en matière de modernité, écrasés par l'unanimité qui règne autour d'eux, les ouvriers ont donc fini par se résigner à se cramponner à des primes de sous-sol et autres bonus d'intempérie, à se braquer sur les avantages acquis sans plus regarder autour d'eux, et à accepter l'absence de tout avenir en échange du crédit à la consommation. On en est ainsi arrivé au point où il faudrait une témérité inouïe, et pour tout dire parfaitement improbable, aux dirigeants de ce pays pour oser, ce qui serait pourtant le minimum que le bon sens commande, doubler le salaire des instituteurs, des infirmières et de certaines catégories d'ouvriers. Car on verrait immédiatement se dresser des armées d'employés sous-qualifiés qu'on laisse végéter dans des semblants de profession, et qui réclameraient leur dû. Le leur refuser, ce serait se contraindre à dire ce qui ne doit jamais être dit, à savoir qu'il y a des différences profondes entre les métiers au plan des compétences et des peines requises, que la reconnaissance de ces différences ne met pas en cause l'égalité des hommes en droit, et qu'enfin dans un monde qui admet les inégalités de revenus les plus criantes, ce devraient être au moins les compétences et les fatigues réelles, les services véritables et non les pseudo-services, dont la rétribution devrait être redressé en priorité. Cela est impossible à dire, car l'ordre économique actuel a besoin, et aura toujours davantage besoin pour se maintenir, de l'extension du règne du faux et du semblant.

Sous ce règne, le moindre pas fait par un individu en direction d'un organisme public, organe de presse, rouage de gestion, parti politique, syndicat, entraîne pour lui le renoncement définitif au bon sens et à la lucidité, et l'asservissement, cynique ou résigné, à une opinion qu'on ne peut même plus appeler dominante puisqu'elle règne seule et incontestée. Il n'est guère que dans les derniers carrés archaïques de la tradition ouvrière que l'on trouve encore des individus pour qui l'appartenance au parti ou au syndicat est consciemment vécue comme un moyen - quand même - de se défendre contre la folie ambiante. Autrement, tout se passe comme si la seule alternative était désormais d'étouffer en silence sous le poids du vide, ou de participer activement à la propagation de la Bêtise qui, par un retournement spectaculaire est devenue l'instrument de domination universelle du bourgeois, après avoir été pendant longtemps la tare qui le distinguait et dont il cherchait en vain à se guérir.

Le plus simple dialogue un tant soit peu public est devenu, quel qu'en soit l'objet, une chose dont on ne peut même plus rêver, d'abord parce que ce qui se dit, sur quelque sujet que ce soit, est dans l'immense majorité des cas tellement dépourvu de sens qu'on ne peut même pas y répondre, ce qu'y donne d'ailleurs à la Bêtise son caractère absolument irrésistible, puisqu'il lui suffit d'exister et de se manifester pour imposer le silence. En outre, quand bien même y aurait-il par-ci par-là, dans ce qui se dit, une formule qui ne serait pas du pur bruit, son examen critique, même timide et isolé, tombe toujours inévitablement sous le coup du soupçon et de la réprobation au nom de la démocratie, de la modernité et du consensus, qui sont les trois piliers de l'ordre moral.

Il existait après la chute du Second Empire, et dans la seule région parisienne, quinze mille petites publications plus ou moins périodiques sans aucun lien avec la grande presse, témoignage d'une activité intense, éparpillée mais

spontanée et libre, de réflexion sur l'état du monde. Cent ans plus tard, les prétendus impératifs économiques, alliés à la liberté prétendument généralisée d'expression, ont fait tant et si bien qu'on ne « débat » et ne « communique » plus que sous l'égide et le contrôle des histrions des grands groupes d'édition, et que quiconque se refuse à entrer dans leur jeu se condamne au silence.

Mais le silence aussi tue ; plus lentement que la Bêtise, mais il tue quand-même, et les condamnés au silence commencent à se regarder entre eux avec une certaine inquiétude. Souvent, la première idée qui leur vient à l'esprit, quand ils ont enfin réussi à donner un nom au malaise qui les oppresse depuis un certain temps déjà, c'est que peut-être après tout, ce sont eux qui sont fous, et qu'il n'est quand même pas possible qu'ils aient raison contre la multitude des inébranlables détenteurs de la vérité, c'est-à-dire de l'opinion statistiquement majoritaire. Ils se reconnaissent entre eux à des signes discrets, se soumettent prudemment les uns aux autres leurs points de vue hérétiques, échangent leurs arguments et se transmettent, à l'abri du regard de l'opinion, un peu de la force de résistance dont ils font une grande consommation quotidienne pour arriver à se tenir debout contre la marée.

C'est ainsi qu'a commencé l'Antenne : comme une sorte d'entraînement collectif à la résistance solitaire. La publication occasionnelle d'un texte représentait d'abord l'obligation choisie d'une certaine continuité dans l'effort, comme d'une gymnastique faite en commun. En second lieu, elle était censée conforter les autres silencieux qui s'y reconnaîtraient, ou du moins y reconnaîtraient un air de famille, dans l'idée qu'ils n'étaient pas des monstres survivants d'un âge révolu. Nous avons en effet toujours supposé que nous étions beaucoup plus nombreux qu'il n'y paraît à oser encore penser autrement, et que des publications du genre de la nôtre pouvaient au moins contribuer à ce que, parmi les intéressés, cela se sache. Là s'arrête toute notre ambition, et aussi tout notre optimisme. Si nous n'avons jamais répondu à aucune question concernant notre appartenance politique, c'est aussi incroyable que cela puisse paraître, que réellement nous n'en avons aucune, et ne pouvons pas en avoir, pour la simple raison que nous ne voyons pour le moment aucun type d'action, au sens traditionnel de ce terme, qui ait la moindre chance d'ébranler si peu que ce soit le monde qu'on nous fait. On peut évidemment appeler « action » l'exercice, souterrain et sournois par nécessité, mais obstiné, de l'esprit de négation qui nous conduit à dire à peu près toujours non à ce qu'on nous dit qu'il faut dire, mais alors c'est un type d'action qui n'a rien à voir avec les pratiques qu'on rassemble sous le nom de « politique ».

Quant au caractère anonyme de la rédaction, il se déduit naturellement de tout ce qui précède. Il est en particulier pour nous une manière de souligner que rien de ce que nous écrivons n'est original, que tout y est même, si on y pense bien, de la plus grande banalité puisqu'il suffit pour y arriver de n'avoir pas entièrement perdu le sens commun, et que c'est un signe des temps que cela soit précisément devenu de la plus grande difficulté. Il nous est d'ailleurs apparu que c'était aussi une forme de résistance modeste mais non négligeable, que de refuser le jeu des signatures dans un monde où les hauts-parleurs qui vous traquent dans tous les lieux publics vous déversent, en même temps que les annonces publicitaires, le nom de leurs auteurs, et où le planton qui apporte son café au réalisateur de télé a droit à l'inscription de son nom au générique. On ne peut pas ne pas reconnaître, dans cette exaltation généralisée des individualités et des personnalités, la conversion en un « droit », un de plus, de l'amour immodéré du bourgeois pour son précieux Moi, amour qui va naturellement avec le dénigrement de la Raison. La sauvegarde de la démocratie et la lutte contre le totalitarisme exigent en effet qu'il n'y ait pas de positions justes étayées par des arguments irréfutables ou des raisonnements solides, mais toujours et seulement des opinions personnelles, que tout le monde a bien le droit d'exprimer - et, comble d'ironie, même nous les nôtres.

Paris, février 1989